

General Electric : Stop à la destruction de l'outil industriel dont GE a besoin pour une croissance à long terme

(21 mars 2018)

En janvier 2016, à la suite du rachat d'Alstom Power, General Electric a visé la suppression de 6 500 emplois en Europe. Ce plan de restructuration étant censé repositionner les activités de la branche énergie sur des bases solides. Et pourtant, un nouveau plan massif de réduction de coûts a à nouveau été annoncé en décembre 2017 visant 5 500 emplois supplémentaires en Europe. **En seulement deux ans, pas moins de 12 000 emplois dans la branche énergie de GE se sont vus menacés à travers l'Europe.**

Les syndicats qui représentent les travailleurs de GE en Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni et Suisse condamnent unanimement ces décisions et disent ASSEZ à une stratégie principalement guidée par une logique financière de court-terme qui met en péril l'avenir de l'entreprise. Après avoir échangé avec les dirigeants de GE sur la stratégie du groupe dans la branche énergie lors d'une rencontre qui s'est tenue à Paris le 13 mars, les organisations syndicales européennes réitèrent leur avertissement contre des décisions qui auront des conséquences irréversibles pour l'avenir de GE (voir en pièce jointe la déclaration des organisations syndicales européennes).

« Ne nous y trompons pas : Ce n'est pas en dernier recours pour des questions de survie que GE a fait le choix de radicalement réduire sa base industrielle et ses capacités d'innovation en Europe, ni de mettre en péril des milliers de travailleurs et leurs familles, et donc de se priver des ressources dont GE a besoin pour assurer son avenir. Le groupe n'est pas en danger. Bien au contraire, il se porte bien. Les résultats financiers 2017 de la branche énergie de GE sont positifs, affichant un profit de 3,7 milliards de dollars », déclare Sylvain Lefebvre, Secrétaire Général Adjoint d'industriAll Europe. « Nous ne sommes face à rien d'autre qu'un choix brutal, drastique et de court terme visant à générer massivement des liquidités pour ramener la confiance perdue des actionnaires qui ont vu le prix de l'action chuter de 47% en un an. Et les actionnaires peuvent s'attendre à un déclin plus grand encore si jamais GE procède à son plan puisque, comme les syndicats alertent depuis des années, la destruction de l'outil industriel et social de GE portera atteinte à son aptitude à répondre au marché de l'énergie de manière irréversible. GE porte non seulement une responsabilité vis-à-vis de ses actionnaires mais aussi et en tout premier lieu vis-à-vis des milliers de travailleurs engagés qui concourent à la réussite de GE ».

Les syndicats de toute l'Europe le disent sans ambages : nous ne laisserons pas les travailleurs payer le prix d'une gestion incohérente ! Engagés à défendre l'avenir de leurs emplois, de leurs sites et de leur industrie en Europe, les organisations syndicales demandent que GE :

- #1** Suspende le plan de restructuration, cesse les suppressions d'emplois et les fermetures de sites
- #2** Adopte une stratégie alternative orientée vers la croissance industrielle à long terme et se basant sur de hauts niveaux d'investissement, des technologies innovantes, et la création d'emplois de qualité
- #3** Fasse toute la lumière et fournisse des informations régulières concernant sa stratégie par la conduite intense de dialogue avec les organisations syndicales et les représentants des travailleurs d'une part et les vrais décideurs de GE d'autre part, afin de travailler à l'anticipation et la gestion de la transition de GE de façon socialement responsable
- #4** S'engage à conserver ses capacités de production en Europe en soutien à la réalisation de la politique énergétique européenne.

« Après plus de 125 années d'activité en Europe et grâce aux savoir-faire techniques et à l'expertise de haut niveau développés au fil du temps par les travailleurs de GE, GE est devenu un acteur incontournable de l'équipement énergétique en Europe », souligne Luc Triangle, Secrétaire Général d'industriAll Europe. « GE a en conséquence une lourde responsabilité à tenir et à conserver dans sa contribution à notre politique et indépendance énergétiques européennes, qui requiert la sécurisation et le développement d'une solide base industrielle en Europe ».

Les organisations syndicales européennes s'engagent à défendre l'avenir des emplois et des sites de GE à travers l'Europe et poursuivront leur coordination aux niveaux national et européen dans les prochaines semaines sous l'égide d'industriAll Europe. De nouvelles actions syndicales et mobilisations de travailleurs sont prévues et des contacts seront établis avec les décideurs politiques européens et locaux.

Télécharger la déclaration des organisations syndicales européennes en [FR](#), [DE](#), [EN](#)

Contact : Aline Conchon, aline.conchon@industriall-europe.eu, +32 22 26 00 54

IndustriAll Europe représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 181 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de

International Trade Union House (ITUH) - Boulevard du Roi Albert II 5 (bte 10) - B-1210 Brussels
Tel: +32 (0)2/226 00 50 info@industriall-europe.eu www.industriall-europe.eu

Press Officer: Erica Lee - erica.lee@industriall-europe.eu - Tel: +32 (0)2 226 00 61

Communiqué de Presse



la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.